



Déclassifié¹

AS/Soc/NCP (2022) PV03add

31 janvier 2023

Fsocncpv03add_2022

Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

Réseau de parlementaires de référence pour un environnement sain

Procès-verbal des auditions publiques

Tenues à Paris le 19 mai 2022

(Concerne les points 4,5 et 6 de l'ordre du jour)

1. Présentation du 3^{ème} rapport du Groupe international d'experts sur le climat (GIEC)

[AS/Soc/NCP (2022) PV 01]

Le réseau procède à un échange de vues avec Mme Yamina Saheb, représentante du GIEC, sur le résumé à l'attention des décideurs de la contribution du groupe de travail III au sixième rapport d'évaluation du GIEC, intitulé « Le changement climatique en 2022 – Atténuer le changement climatique » (cette présentation est disponible sur l'extranet).

Mme Saheb explique que plus les travaux de transformation sont tardifs, plus ils seront coûteux et douloureux à mettre en œuvre. La grande nouveauté du rapport est sa proposition de décarboner la demande et pas seulement l'offre. Cette mutation nécessite un changement de mentalités pour mettre la demande au cœur des réformes selon l'impulsion proposée par l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Le rapport du GIEC met l'accent sur la sobriété (*sufficiency*) plutôt que l'efficacité. Ainsi, en précisant des besoins suffisants, la chasse aux gaspillages et aux dépenses inutiles est légitimée. La transition vers un nouveau modèle économique impose de réhabiliter l'intervention publique. C'est le retour de la politique qui guide les nouveaux comportements attendus. En 2050, le continent en plein développement sera l'Afrique. Comme la pollution ne connaît pas de frontières, un réfrigérateur basse consommation sera tout autant utile à Paris qu'à Dakar. Les efforts d'atténuation doivent être guidés par les Objectifs de développement durable. Le GIEC considère que le traité sur la Charte de l'énergie et la plupart des accords commerciaux ne sont pas compatibles avec l'Accord de Paris et ses objectifs. En conclusion, elle interpelle les membres en leur rappelant que c'est à eux que revient la responsabilité d'impulser les changements et de changer le monde.

Mme Sayek Böke félicite l'experte pour la qualité de sa présentation via un résumé important. Elle demande comment changer le comportement des consommateurs les moins organisés et souhaite avoir plus d'informations sur le recours à l'arbitrage dans le cadre du traité sur la Charte de l'énergie.

En réponse, **Mme Saheb** explique que le changement demandé est similaire à celui provoqué par le Plan Marshall. L'action publique doit se concentrer sur les politiques qui sont les plus efficaces en termes de décarbonisation. Décarboner l'habitat et le transport implique des investissements forts et à long terme, ce qui est souvent hors de portée du consommateur. Quant à l'arbitrage et à la Charte de l'énergie, le mécanisme agit sur la relation entre les investisseurs privés et les Etats. L'arbitrage met à mal la souveraineté des Etats et a des effets délétères sur les politiques en matière d'énergie. Par exemple, la France aurait souhaité clore en 2017 les licences concernant la prospection d'hydrocarbures en France ; elle a dû suspendre sa décision suite à la menace d'arbitrage en sa défaveur d'une compagnie canadienne alors que le Canada n'est pas partie au traité.

M. Gevorgyan évoque la situation dans son pays et souligne le lien entre démocratie et bonne gouvernance environnementale.

M. Grin évoque la nécessité d'une croissance différente, sous peine de voir émerger des contestations comme celle des gilets jaunes en France.

¹Le procès-verbal a été déclassifié par le Réseau de parlementaires de référence pour un environnement sain lors de sa réunion du 25 janvier 2023.

Mme Saheb souligne que ce n'est pas la politique de sobriété qui a mis les manifestants dans la rue. Le consumérisme n'est pas si récent. Le projet d'une maison individuelle pour tous est une aberration. Le coût de la vie dans les grandes villes est devenu excessif pour une grande partie des personnes qui y travaillent. Il faut améliorer les systèmes de transport public pour diminuer l'usage de la voiture individuelle. La transparence de la gouvernance et la libre expression dans les grandes démocraties permettent aux citoyens d'agir avec plus de force pour le climat.

M. Moutquin note que la discussion est dans le droit fil du rapport qui est à l'origine du réseau. Il s'interroge pourquoi le GIEC ne s'engage pas politiquement.

Mme Saheb répond que le GIEC n'a pas d'autre choix que de rester dans le cadre défini par son mandat. Il faudrait le modifier. Les parlementaires pourraient capitaliser sur les recherches menées par les membres du GIEC. Les scientifiques et les décideurs politiques devraient discuter ensemble sur la décroissance et les orientations économiques.

Le Président mentionne le point de rupture en matière climatique et la nécessité de mener par l'exemple.

Mme Saheb rappelle que le point de rupture a été décrit dans le premier rapport du GIEC. Il s'agit de ruptures irréversibles. En ce qui concerne l'approche de mener par l'exemple, c'est tout le secteur public qui devrait l'adopter. Le problème majeur est l'existence même des clauses d'arbitrage dans la plupart des traités commerciaux et le fait qu'elles peuvent être invoquées plusieurs années après la sortie d'un pays d'un tel accord. Les pays de l'Union européenne pourraient quitter en bloc la Charte de l'énergie et ainsi mettre *de facto* fin à l'existence de la Charte.

Le Président remercie l'experte et clôt la réunion du matin.

Après la pause méridienne, le Président accueille les enfants de l'Institution Jeanne d'Arc (Flavie et Alexis), leur professeur ainsi que l'expert.

2. Quelles mobilités pour demain ?

[AS/Soc/NCP (2022) 01rev]

Le réseau entame un échange de vues avec M. Nicolas Raillard, Chef de projet du Plan de transformation de l'Économie française (PTEF) - *The Shift Project* (sa présentation est disponible sur extranet).

M. Raillard présente le *Shift Project* qui est une association sans but lucratif enregistrée en France, dont la mission est la sortie de l'énergie fossile. Une association sœur réunit 15.000 bénévoles en France, qui assurent des formations et des actions de sensibilisation. Le PTEF décrit le passage à la neutralité carbone. Une évaluation intermédiaire est prévue en 2027, afin de mesurer la résilience de la société et l'avancement des réformes.

Parmi les chapitres du plan, ce sont les voyages qui ont été choisis pour un premier échange sur le PTEF, soit tous les déplacements de plus de 80 km. En moyenne, on en compte six par an, motivés par des raisons familiales, professionnelles ou les vacances. Ils sont largement assurés en voiture individuelle, 14 % en train et 9% en avion. Ces déplacements s'appuient à 90 % sur des énergies fossiles. L'approvisionnement en hydrocarbures est un problème majeur. Pourtant, il n'est pas possible de remplacer l'énergie fossile par la biomasse sans risque de concurrence avec la production de nourriture. Quant à l'électrification massive des transports, des interrogations persistent concernant les risques liés à l'approvisionnement en batteries. L'électrification reste la moins mauvaise des solutions et l'éventualité d'une généralisation des avions à hydrogène est envisageable d'ici à 2040. Le report de la voiture sur le train est aussi salutaire. L'idée de voyages à l'autre bout de la planète est à repenser. Allonger leur durée pourrait être une éventualité. L'offre de tourisme doit être repensée, en particulier les offres de proximité. Quant aux usages professionnels, la généralisation de la visioconférence serait préférable aux voyages.

Flavie interroge l'expert sur la nécessité d'un bouquet d'énergies.

M. Raillard explique qu'il existe des limites, quant à l'organisation d'un bouquet d'énergies. Ainsi la conversion de l'ensemble des terres cultivées en biomasse ne suffirait pas à satisfaire les besoins actuels.

M. Fridez se pose des questions sur l'électrification des voitures dans un pays montagneux comme la Suisse.

M. Raillard répond que la technologie n'est pas le problème. Celui-ci concerne davantage le coût pour permettre un équipement. L'intervention de l'État est nécessaire.

M. Grin s'interroge sur la pertinence de continuer à développer l'usage du train.

M. Raillard répond que toutes les solutions doivent être optimisées. Le réseau suisse est, par exemple, déjà beaucoup plus utilisé que le réseau français. Un doublement du trafic ferroviaire en France est possible d'après le PTEF.

M. Moutquin demande quelle est la position du Shift Project sur l'énergie nucléaire et la formation.

M. Raillard répond que le gestionnaire français du réseau a proposé un scénario sans nucléaire. Pour le Shift, c'est un outil, parmi d'autres. Il admet que le laboratoire d'idées n'a pas réfléchi sur la gestion des déchets. Il est important de former davantage les individus et les décideurs politiques. Il y a des initiatives en direction du grand public telles que les ateliers sur le climat et des mobilités permettant aux participants de rassembler des informations afin d'obtenir une vue globale de la situation.

M. Benarafa interroge sur les solutions basées sur la nature.

M. Raillard lui répond que les éventuelles bonnes surprises émanant de la nature n'ont pas été prises en compte. Les analyses du Shift tiennent uniquement compte des solutions actuellement à la portée des décideurs.

M. Amraoui partage son inquiétude sur la gestion de l'eau et le risque d'exporter cette ressource précieuse, en vendant des denrées agricoles.

Le Président a souhaité revenir sur le sujet de l'énergie nucléaire. À ce titre, il est soutenu par d'autres membres comme **M. Schennach** dont l'engagement remonte au référendum autrichien contre l'utilisation du nucléaire civil et militaire par son pays.

Alexis interroge sur l'efficacité des mécanismes de compensation.

M. Raillard répond que le problème de la compensation est qu'elle n'est pas extensible à l'infini.

Le Président partage ses dernières réflexions. La transition implique l'émergence d'une économie circulaire (*from cradle to cradle*). Il prend comme exemple le varech (algues brunes) qui capte et stock le CO₂. Il s'interroge aussi sur l'utilité de l'hydrogène.

M. Fridez évoque les personnes âgées qui voyagent moins cher pendant les heures creuses, ainsi que les tarifs avantageux pour les couples.

M. Raillard souligne la complexité, mais aussi la nécessité d'ajouter des mesures ayant pour objet de décarboner. En illustration, le transfert de voyageurs du train vers le covoiturage est une opération neutre puisqu'elle permet de rendre la voiture plus efficace en partageant le bilan carbone. Il faut plus de sobriété, sinon le réveil sera douloureux. Quant à l'hydrogène, il apparaît que son usage est bénéfique dans certains secteurs comme l'industrie lourde (sidérurgie et engrais). Pour le fret, l'électrification des camions semble plus efficace et sûre, à condition que l'énergie soit générée à partir de sources dites propres.

3. Promouvoir la participation des jeunes et des enfants pour combattre la crise climatique

La table ronde réunie le réseau et deux éco-délégués de l'Institution Jeanne d'Arc à Colombes (France), accompagnés de leur professeur **M. Najib Benarafa**.

Flavie se pose des questions sur le progrès technologique qui est à la fois un moyen pour réduire des émissions et la cause de consommation des ressources accrue.

Alexis estime que les médias évoquent trop peu les grands défis environnementaux.

M. Moutquin propose de faire intervenir des youtubeurs et des influenceurs pour véhiculer le message de sobriété dans une société de consommation excessive. Les gens devraient travailler moins et réfléchir plus sur les grands sujets comme l'environnement et la démocratie.

M. Fridez remarque que si l'on veut vivre mieux, il faut changer la société et sortir de la course au profit.

M. Grin pointe les risques : si les gens travaillent moins, ils peuvent être tentés de voyager plus, ce qui pourrait générer plus d'émissions.

M. Benarafa explique avoir travaillé avec ses élèves sur l'éco-anxiété, ressentie par 60% des élèves. Ils s'inquiètent pour l'extinction des espèces. L'éducation à l'environnement doit être renforcée en même temps que l'éducation à la santé.

Le Président interroge les enfants sur leur première décision s'ils devenaient présidents de leur pays.

Flavie explique qu'elle supprimerait les vols domestiques quand une alternative en train existe. Elle regarderait aussi du côté de l'agriculture afin de réparer les écosystèmes et relancer le cycle de la nature.

Alexis souhaiterait rendre toute sa place à la nature. Il rêve de liaisons en train continentales.

M. Fridez constate que les enfants vivent dans un monde fini tandis que lui a grandi avec un champ des possibles. Il est soutenu par le Président qui pensait que le futur serait forcément meilleur.

Le Président interroge les enfants sur la façon dont ils voient la coopération avec les parlementaires.

Flavie souhaite que les parlementaires se penchent sur le problème des *fake news*. Elle souhaite aussi une coopération intergénérationnelle. Elle remarque qu'il y a de plus en plus d'enfants qui sèchent l'école pour manifester.

M. Benarafa demande des partenariats entre les parlementaires et les classes.

Le Président note que la croissance peut être bonne et mauvaise. Le changement des mentalités a pour objet de se débarrasser des formes destructives de croissance.

ATTENDANCE LIST / LISTE DE PRESENCE

(The names of members who took part in the meeting are marked in bold /
Les noms des membres ayant pris part à la réunion sont en caractères gras)

MEMBER STATES / ÉTATS MEMBRES

Albania / Albanie

Andorra / Andorre

Armenia/ Arménie

Mr Armen GEVORGYAN EC/DA

Austria / Autriche

Mr Stefan SCHENNACH SOC
Mr Michel REIMON SOC

Azerbaijan / Azerbaïdjan

Belgium / Belgique

Mr Rik DAEMS ALDE

Bosnia and Herzegovina

Ms. Marina PENDEŠ EPP/CD
Mr. Saša MAGAZINOVIĆ SOC

Bulgaria / Bulgarie

Croatia / Croatie

Ms Zdravka BUŠIĆ EPP/CD

Cyprus / Chypre

Czech Republic /
République tchèque

Denmark / Danemark

Estonia / Estonie

Mr Urmas REITELMANN EC/DA

Finland / Finlande

France

Ms Liliana TANGUY ALDE

Georgia / Géorgie

Germany / Allemagne	Ms Franziska KERSTEN	SOC
Greece / Grèce	Mr. George PAPANDREOU	SOC
Hungary / Hongrie		
Iceland / Islande	Mr Bjarni JÓNSSON	UEL
Ireland / Irlande	Mr Thomas PRINGLE Ms Róisín GARVEY	UEL SOC
Italy / Italie	Ms Maria RIZZOTTI	EPP/CD
Latvia / Lettonie		
Liechtenstein	Mr Peter FRICK	ALDE
Lithuania / Lituanie		
Luxembourg	M. Paul GALLES	EPP/CD
Malta / Malte		
Republic of Moldova / République de Moldova		
Monaco	M. José BADIA	EPP/CD
Montenegro / Monténégro		
Netherlands / Pays-Bas	Ms Margreet DE BOER Ms Agnes MULDER	SOC EPP/CD
North Macedonia / Macédoine du Nord		
Norway / Norvège		
Poland / Pologne	Ms Marta KUBIAK Ms Danuta JAZLOWIECKA	EC/DA EPP/CD
Portugal		
Romania / Roumanie	Ms Maria Gabriela HORGA Mr Viorel Riceard BADEA	EPP/CD EPP/CD
San Marino / Saint-Marin		
Serbia / Serbie		
Slovak Republic / République slovaque		
Slovenia / Slovénie		
Spain / Espagne		
Sweden / Suède		
Switzerland / Suisse	Mr Jean-Pierre GRIN Mr Olivier FRANÇAIS	ALDE ALDE
Turkey / Turquie	Ms Emine Nur GÜNAY	NR
Ukraine	Ms Yuliia OVCHYNNYKOVA	ALDE
United Kingdom / Royaume-Uni	Baroness Doreen E. MASSEY	SOC

OBSERVERS / OBSERVATEURS

Canada

Israel / Israël

Mr Yorai Lahav HERTZANU

Mexico / Mexique

PARTNERS FOR DEMOCRACY / PARTENAIRES POUR LA DEMOCRATIE

Jordan / Jordanie

Kyrgyzstan / Kirghizstan

Morocco / Maroc

Mr Allal AMRAOUI

Palestine

**PRESIDENT OF THE ASSEMBLY / PRÉSIDENT·E DE L'ASSEMBLEE
EX-OFFICIO MEMBER / MEMBRE D'OFFICE**

Mr Tiny KOX

UEL

**PRESIDENTS OF POLITICAL GROUPS / PRÉSIDENTS·E-S DES GROUPES POLITIQUES
EX-OFFICIO MEMBERS / MEMBRES D'OFFICE**

SOC

Mr Frank SCHWABE

EPP/ CD

Mr Aleksander POCIEJ

EC/DA

Mr Ian LIDDELL-GRAINER

ALDE

Mr Jacques MAIRE

UEL

Mr George KATROUGALOS

PACE COMMITTEES CONCERNED / COMMISSIONS DE L'APCE CONCERNÉES

Political Affairs / Questions politiques

M. Simon MOUTQUIN

SOC

Legal Affairs / Questions juridiques

Mr Ziya ALTUNYALDIZ

NR

Migration / Migrations

M. Pierre-Alain FRIDEZ

SOC

Equality / Égalité

Ms Edite ESTRELA

SOC

Culture

Ms Inka HOPUSU

SOC

**BUREAU OF THE COMMITTEE ON SOCIAL AFFAIRS /
BUREAU DE LA COMMISSION DES QUESTIONS SOCIALES
EX-OFFICIO MEMBERS / MEMBRES D'OFFICE**

Ms Selin SAYEK BÖKE, Chairperson / présidente

SOC

Mr Alain MILON, First Vice-Chairperson / premier vice-président

EPP/CD

Ms Olena KHOMENKO, Second Vice-Chairperson / deuxième vice-présidente

EC/DA

Ms Sibel ARSLAN, Third Vice-Chairperson / troisième vice-présidente

SOC

**CONGRESS OF LOCAL AND REGIONAL AUTHORITIES /
CONGRES DES POUVOIRS LOCAUX ET REGIONAUX**

Mr Cemal BAS, Spokesperson on Environment and Climate Change/ Porte-Parole sur l'environnement et le changement climatique

**PARLIAMENTARY ASSEMBLY OF THE FRANCOPHONIE /
ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE**

INTER-PARLIAMENTARY UNION / UNION INTERPARLEMENTAIRE

EUROPEAN PARLIAMENT / PARLEMENT EUROPEEN

OTHER PARLIAMENTARIANS PRESENT / AUTRES PARLEMENTAIRES PRESENTS

Ms / Mme Sevinj Fataliyeva.....Azerbaijan / Azerbaïdjan
Mr / M. Hassan Arif.....Morocco / Maroc
Mr / M. Cristian-Augustin Niculescu-TâgârlasRomania / Roumanie
Mr / M. Hişyar Özsoy Turkey / Turquie

**SECRETARIAT OF DELEGATION OR OF POLITICAL GROUP /
SECRETARIAT DE DELEGATION OU DE GROUPE POLITIQUE**

Ms / Mme Francesca Arbogast, Secretary of the Socialists, Democrats and Greens Group (SOC) / *Secrétaire du Groupe des socialistes, démocrates et verts (SOC)*

Ms / Mme Handan Karakaş Demir, Delegation Secretary, Turkish delegation to PACE / *Secrétaire de délégation, délégation turque auprès de l'APCE*

Ms / Mme Ms Sonja Langenhaeck, Delegation Secretary, Belgian delegation to PACE / *Secrétaire de délégation, Délégation belge auprès de l'APCE*

EXPERTS

Ms Yamina Saheb, representative of the IPCC and member of the Working Group III on the Sixth Assessment report of the IPCC, entitled "Climate Change 2022 – Mitigation of Climate Change" / *représentante du GIEC et membre du groupe de travail III du sixième rapport d'évaluation du GIEC, intitulé « Le changement climatique en 2022 – Atténuer le changement climatique »*

Mr Nicolas Raillard, Project Manager of the Transformation Plan of the French Economy, The Shift Project / *M. Nicolas Raillard, Chef de projet du Plan de transformation de l'économie française, « The Shift Project » (Paris)*

Flavie and Alexis, eco-delegates at "Institution Jeanne d'Arc" in Colombes (France), accompanied by Mr Najib Benarafa / *Flavie et Alexis, éco-délégués à l'Institution Jeanne d'Arc à Colombes (France), accompagnés de M. Najib Benarafa*

**SECRETARIAT OF THE PARLIAMENTARY ASSEMBLY /
SECRETARIAT DE L'ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE**

Ms / Mme Marja Ruotanen, Director of Committees, Directorate II - Human Dignity and Sustainable Development / *Directrice des commissions, Direction II - Dignité humaine et développement durable*

Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development /
Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

Ms / Mme Tanja Kleinsorge..... Head of the Secretariat / *Cheffe du Secrétariat*
Ms / Mme Aiste Ramanauskaite..... Secretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*
Mr / M. Guillaume Parent..... Co-Secretary/ *Co-Secrétaire*
Ms / Mme Anita Gholami..... Co-Secretary/ *Co-Secrétaire*
Ms / Mme Anne Godfrey..... Assistant / *Assistante*